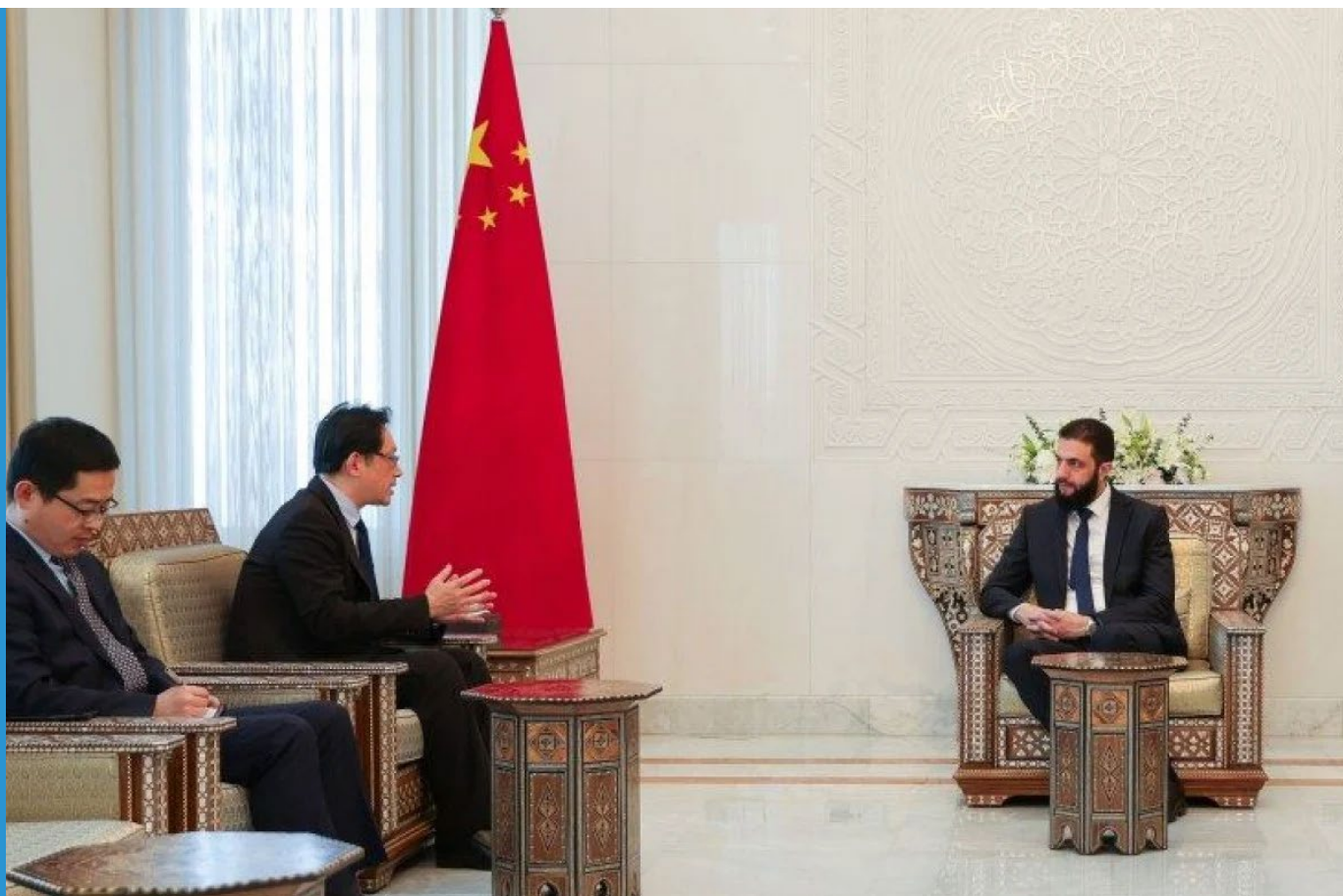


Les relations sino-syriennes après la chute d'Assad : entre incertitude et pragmatisme

Thierry Kellner et Nadine Loutfi



16 juillet 2025



Le GRIP bénéficie du soutien
du Service de l'Éducation
permanente de la Fédération
Wallonie-Bruxelles.

Photo de couverture : Le nouvel homme fort de Damas, Ahmed al-Charaa, reçoit l'ambassadeur de la République populaire de Chine, Shi Hongwei, le 21 février 2025.

Crédit: [khadega/MHD Ibrahim](#)

Les opinions exprimées dans le présent document ne reflètent pas nécessairement une position du GRIP dans son ensemble.

Tous droits réservés. © Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité

Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité

Mundo-madou – 7-8 Avenue des Arts – 1210 Saint-Josse-ten-Noode, Belgique

Tél. : +32 (0) 0473 982 820 – admi@grip.org – www.grip.org

X/Twitter : [@grip_org](#) – Facebook : GRIP.1979

Les relations sino-syriennes après la chute d'Assad : entre incertitude et pragmatisme

Résumé

L'évolution rapide de la dynamique interne de la Syrie, culminant avec la chute du régime de Bachar al-Assad le 8 décembre 2024, a pris Pékin par surprise et constitué un choc pour la diplomatie chinoise. Ce renversement a mis fin à un régime avec lequel la Chine entretenait des liens de proximité depuis deux décennies et sur lequel il semblait compter pour ses ambitions régionales. Il ouvre une séquence inédite, dans laquelle la Chine se voit contrainte de réévaluer sa position. Cette *note* analyse les implications de la chute du régime syrien pour la Chine. Elle examine d'abord les relations sino-syriennes avant la chute de Bachar al-Assad. Elle s'intéresse ensuite aux dilemmes diplomatiques ainsi qu'aux défis sécuritaires auxquels la Chine est confrontée face à la nouvelle configuration politique à Damas. Enfin, elle expose les perspectives économiques d'une implication chinoise et leurs limites dans un pays en proie à de profondes incertitudes.

Abstract

Sino-Syrian relations after Assad's fall: between uncertainty and pragmatism

The rapid evolution of Syria's internal dynamics, culminating in the fall of Bashar al-Assad's regime on 8 December 2024, took Beijing by surprise and came as a shock to Chinese diplomacy. This overthrow brought an end to a regime with which China had maintained close ties for two decades and on which it seemed to rely for its regional ambitions. It ushered in an unprecedented period in which China was forced to reassess its position. This paper aims to analyse the implications of the fall of the Syrian regime for China. It first examines Sino-Syrian relations before the fall of Bashar al-Assad. It then looks at the diplomatic dilemmas and security challenges facing China in the new political configuration in Damascus. Finally, it outlines the economic prospects of Chinese involvement and their limitations in a country plagued by deep uncertainty.

Les auteurs

Thierry Kellner est maître de conférence au Département de science politique de l'Université libre de Bruxelles (ULB). **Nadine Loutfi** est doctorante, également au Département de science politique de l'ULB. Tous deux sont membres du centre Recherche et études en politique internationale (REPI), de l'Observatoire des Mondes Arabes et Musulmans (OMAM) et du Centre de recherche sur l'Asie de l'Est (EASt).

Pour citer cette publication

KELLNER Thierry et LOUTFI Nadine, « Les relations sino-syriennes après la chute d'Assad : entre incertitude et pragmatisme », *Note d'Analyse du GRIP*, 16 juillet 2025.

Introduction

L'évolution rapide de la dynamique interne de la Syrie, culminant avec la chute du régime de Bachar al-Assad le 8 décembre 2024, a pris Pékin par surprise et constitué un choc pour la diplomatie chinoise. Ce renversement a mis fin à un régime avec lequel la Chine entretenait des liens de proximité depuis deux décennies et sur lequel il semblait compter pour ses ambitions régionales. L'éviction d'Assad, qui avait jusqu'alors favorisé l'engagement chinois en Syrie et au Moyen-Orient, entraîne des conséquences imprévues pour Pékin. Elle rebat les cartes du partenariat stratégique sino-syrien et soulève des interrogations sur l'avenir de l'engagement chinois dans le pays. Elle ouvre une séquence inédite, dans laquelle la Chine se voit contrainte de réévaluer sa position. Cette reconfiguration pose plusieurs questions : comment la diplomatie de Pékin va-t-elle réagir face à un nouveau régime dont l'idéologie, les alliances et la légitimité internationale sont encore floues ? Les liens entre la coalition islamo-nationaliste sunnite Hayat Tahrir al-Cham (HTC) et certains groupes djihadistes ouïghours ne constituent-ils pas un défi sécuritaire important pour lui ? Enfin, la Syrie, intégrée depuis 2022 à l'Initiative des Nouvelles Routes de la Soie (BRI), peut-elle occuper une place dans les ambitions géoéconomiques chinoises ou risque-t-elle d'être marginalisée dans ce nouveau contexte ?

Cette *note* analyse les implications de la chute du régime syrien pour la Chine. Elle s'articule autour de quatre axes principaux : d'abord, l'examen des relations sino-syriennes avant la chute de Bachar al-Assad (1) ; ensuite, les dilemmes diplomatiques (2) et défis sécuritaires (3) auxquels la Chine est confrontée face à la nouvelle configuration politique à Damas et enfin, les perspectives économiques d'une implication chinoise et leurs limites (4) dans un pays en proie à de profondes incertitudes.

1. Des relations anciennes... remises en question

La chute du régime syrien remet en cause une relation de proximité tissée entre Pékin et Damas depuis le tournant du millénaire. En 2004, le président Bachar al-Assad avait été le premier chef de l'État à se rendre en Chine depuis l'établissement des relations diplomatiques entre les deux pays en 1956¹, lançant un processus de rapprochement inédit. À cette occasion, les deux parties avaient soutenu la création du conseil d'affaires syro-chinois pour promouvoir l'expansion des liens économiques et commerciaux bilatéraux. Le renforcement de la coopération dans des domaines aussi divers que la science, l'agriculture, les communications, la technologie et le pétrole ainsi que la

¹ « [Syria President Al-Assad visits China](#) », *China Daily*, 22 juin 2004.

culture, le tourisme, la santé et l'éducation avaient également été mis au programme. Les progrès seront lents, mais il faut relever l'accroissement du commerce et surtout l'intérêt des compagnies nationales chinoises pour le secteur pétrolier syrien, avec des investissements de la *China National Petroleum Corporation* (CNPC) en 2005 et 2010 et de Sinopec en 2010 pour un total de 3,76 milliards USD². Pékin s'était aussi positionné comme un fournisseur d'armement pour le régime syrien, loin cependant derrière la Russie.

Quasi deux décennies plus tard, répondant à un déplacement du ministre des Affaires étrangères chinois à Damas en juillet 2021, Bachar al-Assad s'était rendu une seconde fois en Chine en septembre 2023 où il avait rencontré le Président Xi Jinping. Cette visite officielle s'était conclue par l'annonce de l'établissement d'un « *partenariat stratégique*³ ». Entretemps, dans le contexte de la guerre civile syrienne, tout en adoptant un profil bas contrairement à la Russie et aux Occidentaux, Pékin avait soutenu Damas pendant plus d'une décennie en utilisant son veto dix fois entre 2011 et 2020 pour s'opposer aux résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies et ainsi protéger le régime de Bachar al-Assad. Ce positionnement lui avait valu des critiques de nombreux acteurs internationaux et régionaux⁴. Pékin avait justifié cette position par la promotion du multilatéralisme et son opposition à toute ingérence d'acteurs extérieurs à la région, dont les interventions pourraient selon lui s'avérer désastreuses⁵. Un discours qui ne semblait pas se soucier de celles massives de la Russie et de l'Iran au profit du régime syrien. Plus fondamentalement, après l'épisode libyen de 2011, il s'agissait surtout pour la Chine de prévenir toute nouvelle intervention militaire des Occidentaux au nom de la protection des droits humains dans le cadre d'une guerre civile – un développement du droit international qui l'indispose⁶ – mais aussi de protéger le régime syrien en froid avec eux, un alignement utile pour ses ambitions globales.

Pékin considérait également le régime d'Assad comme un partenaire régional utile au Moyen-Orient, notamment face aux « *terroristes* » ouïghours (voir *infra*), sans compter le rôle que ce pays pourrait éventuellement jouer dans le cadre de l'Initiative des Nouvelles Routes de la Soie (BRI) lancée en 2013.

² American Enterprise Institute (AEI), « [China Global Investment Tracker](#) », 2025.

³ Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine, « [Xi Jinping Meets President of Syria Bashar al-Assad](#) », *Communiqué de presse*, 22 septembre 2023.

⁴ FOOT Rosemary, *China, the UN, and human protection: Beliefs, power, image*, Oxford, Oxford University Press, 2020, p. 163.

⁵ CHAUDET Didier, « [La Chine face aux évolutions en Syrie : au-delà des idées reçues \(T 1678\)](#) », *Revue défense nationale*, 31 janvier 2025.

⁶ PATEY Luke, « [China, the Syrian conflict, and the threat of terrorism. Geopolitics and non-western intervention in Syria](#) », *Danish Institute for International Studies (DIIS)*, Policy Brief, décembre 2016.

Encadré : l'initiative des Nouvelles routes de la Soie (BRI)

C'est l'initiative de politique étrangère la plus importante de Xi Jinping depuis son arrivée au pouvoir en 2013. Lancée dès cette année, elle visait au départ l'Asie, et plus spécifiquement les pays de la périphérie de la Chine. Mais dès 2014, le récit autour de ce projet inclut le reste de l'Asie, puis l'Europe et l'Afrique. L'initiative -rebaptisée en 2016 « *Belt and Road Initiative* » ou BRI- a progressivement été élargie à l'Amérique centrale et latine à partir de 2017 et même à l'Arctique en 2018, Pékin évoquant une « *route de la soie polaire* ». Dans l'histoire de la diplomatie chinoise, c'est la première fois que Pékin a pris une initiative d'une telle ampleur. Elle est progressivement devenue un projet global et la référence à la « *route de la soie* », un leitmotiv omniprésent dans la rhétorique officielle chinoise.

En termes de contenu, ses objectifs couvrent les domaines économiques, politiques, mais aussi géopolitiques, même si Pékin n'emploie pas cette référence pour des raisons évidentes. Sans entrer dans le détail, la Chine a défini officiellement au départ cinq domaines prioritaires : la coordination des politiques, l'amélioration de la connectivité (transport, communication), la réduction des obstacles au commerce, la coopération financière et l'établissement de liens entre les peuples par le biais d'échanges et de dialogues dans divers secteurs. Mais elle a élargi ses ambitions avec l'introduction d'autres dimensions en fonction des circonstances comme la route de la soie numérique qui a pris une importance croissante, la route de la soie sanitaire, la route de la soie « verte », la route de la soie de l'innovation ou la route de la soie aérienne.

Sur le plan des résultats, de nombreux pays qui avaient besoin d'investissements et de prêts pour développer leurs infrastructures ont accueilli très favorablement l'initiative chinoise. Contrairement aux Occidentaux, Pékin n'attachait pas de conditions explicites concernant les pays bénéficiaires – tels que le respect des droits de l'homme ou de l'environnement, ce qui a accru l'intérêt de cette initiative pour de nombreux gouvernements. D'innombrables projets ont été annoncés à partir de 2013. Au printemps 2020, un portail officiel chinois en listait 118 alors que le think tank allemand *Merics* en a recensé 1 500⁷. En 2021, l'*AIDdata* de la William & Mary Public University a compilé une base de données reprenant 10 849 projets étiquetés « BRI » situés dans 165 pays⁸. Si, bien entendu, l'ensemble de ces projets n'a pas été réalisé, ces chiffres donnent une idée de l'intérêt que l'initiative a suscité un peu partout dans le monde. Selon une étude chinoise publiée début 2025, l'engagement cumulé de la BRI depuis 2013 aurait atteint 1 175 milliards USD avec environ 704 milliards USD de contrats de construction et 470 milliards de dollars d'investissements non financiers⁹. Entre 2013 et

⁷ Voir « [Mapping the Belt and Road initiative : this is where we stand](#) », *Merics* – Mercator Institute for China Studies, 7 juin 2018.

⁸ Voir « [AIDData's Global Chinese Development Finance Dataset, Version 2.0](#) », *AIDDATA*, 29 septembre 2021.

⁹ Chiffres cités dans NEDOPIL WANG Christopher, « [China Belt and Road Initiative \(BRI\) Investment Report 2024](#) », *Green Finance & Development Center - FISF Fudan University*, février 2025.

fin 2024, les engagements chinois dans le cadre de la BRI se sont surtout concentrés sur les secteurs de l'énergie, des transports, de l'exploitation minière et de la construction, et dans une moindre mesure, des technologies et de la logistique. Depuis 2021 cependant, la BRI semble avoir été recalibrée. Le président chinois a appelé à donner la priorité aux « *petits et beaux* » projets, rompant ainsi avec le modèle établi de la BRI qui consistait à financer des mégaprojets.

Vu la situation syrienne interne, il a cependant fallu attendre 2018 pour que la Chine propose à Damas de rejoindre cette initiative dans un contexte de stabilisation du pays. Ce sera chose faite en janvier 2022 avec la signature d'un protocole d'accord. Damas n'a cependant guère eu le temps de bénéficier du potentiel de la BRI, en raison notamment des sanctions internationales qui pesaient sur le régime syrien. Pékin est néanmoins devenu le premier partenaire commercial de la Syrie dès 2019. En 2022, les échanges commerciaux bilatéraux s'élevaient à 427,78 millions USD selon les chiffres du FMI¹⁰, la Syrie exportant principalement du savon et des huiles essentielles, et la Chine des machines, des machines et équipements électriques et des tissus¹¹.

Avec la prise de pouvoir de HTC, Pékin se retrouve donc confronté à un nouvel acteur constitué de la coalition opposée au partenaire qu'il a soutenu pendant une décennie grâce à son parapluie diplomatique à l'ONU. Une position pour le moins délicate, la Chine n'ayant jamais reconnu à HTC de légitimité.

2. Un défi diplomatique pour Pékin

Face à cette situation, la diplomatie chinoise doit se positionner. Pour ce faire, Pékin dispose d'un instrument utile : sa doctrine officielle de non-ingérence qui lui a historiquement permis de développer, maintenir et cultiver des relations avec des régimes aux orientations politiques très diverses, y compris des gouvernements sous sanctions internationales, comme l'était celui de Bachar al-Assad.

Le principe de non-ingérence est un pilier fondamental de sa politique étrangère. Il trouve ses racines dans les « *Cinq principes de coexistence pacifique*¹² » définis en 1954, qui incluent notamment le respect de l'intégrité territoriale et de la souveraineté des États ainsi que la non-intervention dans leurs affaires intérieures. En érigeant la non-ingérence en principe structurant de l'ordre mondial, la Chine entend avant tout protéger ses intérêts et se prémunir contre toute remise en cause de son autorité sur des territoires qu'elle considère comme partie intégrante de sa souveraineté,

¹⁰ Fonds monétaire international (FMI), « [World economic outlook database](#) », octobre 2022.

¹¹ QIAO Jun, LI Yitong et HUANG Mingxuan, « [The Relationship between China and Syria in the Context of BRI](#) », *Middle East Political and Economic Institute*, s.d.

¹² Les cinq principes de la coexistence pacifique sont : le respect mutuel de l'intégrité territoriale et de la souveraineté, la non-agression mutuelle, la non-ingérence mutuelle dans les affaires intérieures, l'égalité et les avantages mutuels, la coexistence pacifique.

particulièrement le Xinjiang, Hong Kong, le Tibet et Taïwan. Cette posture lui permet aussi de contester l'interventionnisme occidental, justifié souvent par des considérations humanitaires face à des régimes autoritaires, mais perçu à Pékin comme un instrument qui pourrait le menacer directement et, plus accessoirement, constitue une menace à la stabilité des États.

Cette posture contribue également à façonner l'image d'une puissance respectueuse des souverainetés nationales, se démarquant ainsi des anciennes puissances coloniales et des grandes puissances « *interventionnistes* », au premier rang desquelles figurent les États-Unis. Contrairement à ces derniers, dont l'histoire récente est jalonnée d'interventions militaires majeures (Afghanistan, Irak...), la Chine met en avant une narration fondée sur la coopération et le respect des dynamiques internes propres à chaque État. Cette distinction lui permet de diffuser une image positive destinée à accroître son influence auprès des pays du Sud global, nombreux à partager une méfiance vis-à-vis des interventions occidentales.

L'application de ce principe est pragmatique, adaptable aux réalités du terrain, et fonction de ses intérêts. Lorsque les dynamiques politiques évoluent, Pékin ajuste son approche en fonction des nouvelles configurations du pouvoir. L'exemple de l'Afghanistan illustre cette souplesse. En effet, après la prise de Kaboul par les talibans en 2021, la Chine a dans un premier temps adopté une position attentiste, avant d'engager progressivement un dialogue avec le nouveau régime. Ce n'est qu'après plus de deux ans de négociations qu'elle a finalement reconnu le 30 janvier 2025 Bilal Karimi, ancien porte-parole des talibans, comme envoyé officiel à Pékin. Cette décision a fait du gouvernement de Xi Jinping, le premier au monde à reconnaître un ambassadeur de ce régime depuis que le groupe a repris le pouvoir en Afghanistan en 2021. En parallèle, le ministère chinois des Affaires étrangères s'est cependant empressé de publier une déclaration précisant que l'acceptation des lettres de créance diplomatiques ne signifiait pas la reconnaissance officielle par Pékin des dirigeants actuels de l'Afghanistan¹³. Cette dynamique illustre bien la flexibilité de ce principe de non-ingérence et la capacité qu'il offre à s'adapter aux changements de régime, en fonction des intérêts de Pékin.

Au regard de la situation syrienne, les premières déclarations chinoises après la chute d'Assad témoignent d'une certaine prudence. En affirmant que « *le peuple syrien doit décider de son avenir* » et en appelant à une solution politique inclusive¹⁴, Pékin semble chercher à préserver l'avenir en ne s'aliénant pas le nouveau pouvoir tout en laissant la

¹³ KUMAR Ruchi, « [Why has China recognised Taliban's envoy to Beijing?](#) », *Al-Jazeera*. 14 février 2024.

¹⁴ Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine, « [Foreign Ministry Spokesperson Mao Ning's Regular Press Conference on December 9, 2024](#) », *Communiqué de presse*, 9 décembre 2024.

porte ouverte à d'autres possibilités. Cette rhétorique rappelle jusqu'ici la position qu'il a adoptée après le retour au pouvoir des talibans en Afghanistan évoqué ci-dessus¹⁵.

Quoi qu'il en soit des évolutions futures, la chute du régime syrien place Pékin devant un choix diplomatique délicat, oscillant entre la reconnaissance officielle du gouvernement de transition, un engagement progressif avec lui ou le maintien d'une posture prudente, dans l'attente d'une éventuelle reconfiguration des rapports de force en Syrie.

Ce choix est difficile, car ce pays occupe une place centrale dans les rivalités géopolitiques régionales. Pékin doit donc peser ses intérêts en Syrie, mais aussi jauger son positionnement par rapport à ceux des autres acteurs de la région comme la Turquie, Israël, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis ou l'Iran, dont les intérêts et positions ne sont pas alignés, voire contradictoires¹⁶. HTC entretient par ailleurs des liens de proximité avec la Turquie, un acteur régional clé, avec lequel la Chine a des relations ambivalentes, notamment en raison de la question ouïghoure¹⁷. Pékin peut craindre qu'Ankara utilise la Syrie comme un sanctuaire pour les combattants ouïghours du Parti islamique du Turkestan (TIP) (voir *infra*) proche de HTC, ce qui affecterait sa sécurité intérieure¹⁸.

De plus, la chute d'Assad affaiblit ses partenaires proches dans la région que sont l'Iran¹⁹ et la Russie. Téhéran, qui a investi des ressources militaires et financières considérables pour soutenir Assad²⁰, se retrouve isolé face à un nouveau régime hostile à son influence. Dans le contexte de la guerre en Ukraine qui l'a affaibli, la Russie, quant à elle, voit son influence en Syrie remise en question²¹. Le maintien de ses bases militaires dans le pays, qui font partie intégrante de son dispositif militaire au Moyen-Orient et en Afrique, est désormais entre les mains du nouveau régime de Damas. Si ce dernier semble ouvert aux discussions avec Moscou étant donné son isolement relatif et les atouts que conserve la Russie en Syrie – notamment ses livraisons de céréales et le fait que l'armée syrienne n'était équipée que d'armes russes ce qui crée une dépendance

¹⁵ ZHANG Junhua, « [China's increasing role in Afghanistan: A strategic shift](#) », *GIS Reports Online*, 6 septembre 2021.

¹⁶ HOKAYEM Emile, ALAJLOUNI Laith, RAINE Josh et ALHASAN Hasan, « [Regional reactions to the transition in Syria](#) », *IJSS Online Analysis*, 6 mars 2025.

¹⁷ KELLNER Thierry et FRANGVILLE Vanessa, « The Uyghur Issue in Sino-MENA Relations: The Case of Turkey », dans YAHIA Zoubir H. (dir.), *Routledge Companion to China and the Middle East and North Africa*, Londres, Routledge, 2023.

¹⁸ FULTON Jonathan, « [What the fall of the Assad regime really means?](#) », *Atlantic Council*, 18 décembre 2024.

¹⁹ DJALILI Mohammad Reza et KELLNER Thierry, « La politique régionale de l'Iran au Levant après le 7 octobre », *Confluences Méditerranée*, (à paraître, 2025).

²⁰ GRAJEWSKI Nicole, « [Why did Iran allow Assad's downfall?](#) », *Carnegie Endowment for International Peace*, 9 décembre 2024.

²¹ NAKHOUL Samia et AZHARI Timour, « [Russia gambles to keep military bases in post-Assad Syria](#) », *Reuters*, 2 mars 2025.

pour le nouveau régime, aucun accord n'avait encore été conclu à la fin avril 2025²². Cette situation pourrait réduire l'efficacité des ententes chinoises au Moyen-Orient et limiter sa marge de manœuvre diplomatique.

Face à cette situation, la Chine dispose d'un éventail de possibilités. Elle pourrait opérer un ajustement tactique en recalibrant sa diplomatie onusienne en cherchant à se présenter comme un « *facilitateur* » d'un processus politique inclusif en Syrie ou en maintenant une ligne défensive rigide, notamment si la composition du nouveau régime ou la persistance des menaces sécuritaires comme celle que fait peser le Parti islamique du Turkestan (infra) justifient une telle prudence. Elle pourrait aussi être tentée d'adopter une approche prudente en attendant de voir comment les autres puissances régionales – notamment la Turquie et les États du Golfe – ajustent leur position vis-à-vis de HTC et du gouvernement syrien de transition. Si ces acteurs reconnaissent progressivement le nouveau régime, Pékin pourrait suivre cette dynamique afin de préserver ses intérêts économiques et sécuritaires, sans s'impliquer directement, mais au risque alors de mécontenter d'autres partenaires, au premier rang desquels l'Iran. HTC ne bénéficie jusqu'ici que d'un soutien limité sur la scène internationale. Si les puissances occidentales refusent de reconnaître officiellement le régime, Pékin pourrait saisir le vide ainsi créé. Mais dans l'autre sens, il pourrait tout autant hésiter à s'engager trop rapidement aux côtés d'un régime isolé. Il devra aussi équilibrer son positionnement en Syrie afin de ne pas affaiblir ses ententes et son alignement stratégique avec Téhéran et Moscou.

Enfin, la Chine pourrait choisir une dernière option, plus active et plus engagée : mettre en avant le rôle de « *médiateur* » qu'elle promeut sur la scène internationale depuis l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping en 2013²³. Dans ce cadre, elle pourrait activement essayer de promouvoir un dialogue entre HTC et d'autres factions politiques syriennes. Cette stratégie, qui rappelle son rôle médiatisé récent dans la réconciliation diplomatique entre l'Iran et l'Arabie saoudite en 2023, lui permettrait de renforcer son image au Moyen-Orient. Mais dans ce cas de figure, les obstacles sont aussi nombreux. Ainsi, outre les contacts et une connaissance fine du contexte local qu'il n'est pas certain que Pékin possède, un engagement avec HTC nécessite sans doute une forme de coordination avec Ankara, qui soutient certains groupes rebelles syriens. La question ouïghoure reste un point de friction entre la Chine et la Turquie, ce qui peut compliquer d'éventuelles négociations, même si les deux pays semblent l'avoir récemment dépassée pour se concentrer davantage sur des questions bilatérales positives telles que

²² GOLDBAUM Christina, « [Syria's New President Talked to The New York Times. Here Are 3 Takeaways](#) », *The New York Times*. 23 avril 2025.

²³ LEGARDA Helena, « [China as a conflict mediator](#) », *Merics*, 22 août 2018.

l'énergie, le commerce et même la coopération militaire²⁴. Rien n'indique cependant actuellement que l'on se dirige vers ce choix.

Au total, la chute d'Assad représente un test majeur pour la diplomatie chinoise. Si la Chine parvient à s'adapter rapidement aux nouvelles réalités politiques syriennes, elle pourrait conserver voire renforcer son influence dans ce pays voire au Levant. Dans le cas contraire, son absence pourrait être exploitée par d'autres puissances, notamment les États-Unis, les Européens, les monarchies du Golfe et bien entendu la Turquie, réduisant ainsi l'impact de Pékin dans la région.

3. Un défi sécuritaire

La situation sécuritaire en Syrie constitue également un défi de taille pour les acteurs internationaux, y compris la Chine, qui, bien que soucieuse de développer ses liens économiques dans la région, doit prendre en compte les risques élevés liés à l'instabilité. La chute d'Assad et les incertitudes qui en découlent représentent un risque supplémentaire pour Pékin, en raison de la présence de combattants ouïghours sur le terrain, un facteur qui complique ses relations avec le nouveau pouvoir à Damas.

3.1. Les combattants ouïghours en Syrie

La minorité ouïghoure, turcophone et de culture musulmane, vivant dans la région du Xinjiang/Turkestan oriental dans le nord-ouest de la Chine, a été confrontée depuis de nombreuses années à une répression sévère de la part du gouvernement chinois. Celle-ci s'est amplifiée depuis l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping en 2013, au point que certains spécialistes n'hésitent plus à évoquer un « *génocide* » pour qualifier la situation²⁵. L'intensité de la répression a poussé des dizaines de milliers de Ouïghours à fuir à l'étranger. La guerre civile en Syrie leur a offert une possibilité de refuge et d'installation. Des milliers d'entre eux auraient gagné ce pays via la Turquie à partir de 2011 et certains se seraient engagés dans les rangs de groupes djihadistes, comme l'État islamique, mais surtout le Parti islamique du Turkestan (TIP)²⁶. En 2017, l'ambassadeur syrien en Chine évoquait ainsi le chiffre de 4 000 et 5 000 combattants ouïghours présents dans son pays²⁷. Le TIP, installé dans la province d'Idleb, a combattu aux côtés de Hayat Tahrir al-Cham (HTC) et d'autres factions islamistes²⁸. Il est devenu un acteur clé dans la guerre

²⁴ AVDALIANI Emil, « [Turkey and China Seek Rapprochement, Though It Will Be Limited in Scope](#) », *Stimson*, 12 juillet 2024.

²⁵ GUNTER Joel, « [China committed genocide against Uyghurs, independent tribunal rules](#) », *BBC News*, 9 décembre 2021.

²⁶ ALUF Dale, « [Syria Is Not One of China's Strategic Priorities](#) », *The Diplomat*, 19 décembre 2024.

²⁷ Cité dans « [Militant Uyghurs in Syria threaten the Chinese government](#) », *The Economist*, 9 janvier 2025.

²⁸ HELMY Nadia, « [Al-Assad & Xi Jinping: Confronting Turkestan Islamic Party and its relations with ISIS](#) », *Modern Diplomacy*, 25 septembre 2023.

civile syrienne et a joué un rôle militaire dans les opérations qui ont amené à la chute de Bachar al-Assad. Dans le sillage de la disparition du régime syrien, Abdul Haq al-Turkistani, le chef du TIP, a d'ailleurs publié une déclaration dans laquelle il menace directement Pékin : « *Les mécréants chinois goûteront bientôt au même supplice que les mécréants en [Syrie], si Dieu le veut* », pouvait-on y lire²⁹. Dans des vidéos diffusées par le groupe, on voit également ses membres prêter serment de lutter contre la Chine, déclarant qu'ils libéreront le Turkestan oriental de l'oppression chinoise³⁰.

La présence de cette force et ses liens étroits avec Hayat Tahrir al-Cham (HTC) posent donc un défi aux autorités chinoises. Le TIP n'a certes pas la capacité militaire de constituer une menace directe pour Pékin, mais ce dernier se méfie de son potentiel à s'attaquer à ses intérêts au Moyen-Orient, à inspirer la résistance dans la région ouïghoure du Xinjiang/Turkestan oriental, voire dans le pire des cas, de pouvoir y infiltrer des combattants via des pays frontaliers de cette province, comme l'Afghanistan. Dans ce dernier cas, Pékin a d'ailleurs déjà pris des précautions en cultivant des liens avec les talibans. Après la reprise du contrôle de l'Afghanistan en 2021, le nouveau gouvernement afghan a cherché à obtenir le soutien de la Chine. Pour ce faire, les talibans auraient pris des mesures strictes pour empêcher les combattants ouïghours de lancer des initiatives contre la Chine, ce qui a eu pour conséquence le retrait du TIP de la région afghane du Badakhshan proche du Xinjiang/Turkestan oriental. Les combattants de ce mouvement n'ont cependant pas été renvoyés par Kaboul en Chine³¹. En Syrie sous Bachar al-Assad, selon Harold Thibault, la présence de ces djihadistes ouïghours a ralenti les efforts chinois pour approfondir les relations économiques avec ce pays, Pékin cherchant d'abord à assurer ses intérêts sécuritaires avant d'investir massivement dans la reconstruction du pays³².

Face à cette menace émanant du TIP, le gouvernement chinois avait en effet commencé dès 2016 à organiser des discussions mensuelles avec le régime d'Assad pour partager des renseignements sur les activités de ce groupe. Fin 2017, des responsables syriens ont révélé qu'ils avaient discuté avec les autorités chinoises de la possibilité de déployer des forces spéciales chinoises en Syrie pour contrer la menace du TIP. Pékin n'a jamais reconnu publiquement ces projets. La Chine avait, semble-t-il, accru sa présence sécuritaire en envoyant discrètement des conseillers militaires et en fournissant un soutien logistique. Des instructeurs chinois auraient ainsi participé à la formation des forces syriennes dans des domaines tels que la logistique et le soutien médical, renforçant la capacité du régime à lutter contre les groupes djihadistes, dont le TIP³³. En

²⁹ Cité dans « [Militant Uyghurs in Syria threaten the Chinese government](#) », *loc. cit.*

³⁰ UMUN Ihsan, « [To What Extent Are Uyghur Fighters in Syria a Threat to China?](#) », *Uyghur Times*, 25 janvier 2025.

³¹ *Ibid.*

³² THIBAUT Harold, « [La diplomatie chinoise envers la nouvelle Syrie entravée par la présence de combattants ouïghours](#) », *Le Monde*, 15 janvier 2025.

³³ PERRIN Jean, « [Chine-Syrie : Renforcement de la présence militaire chinoise en Syrie](#) », *Asie21*, s.d.

2021, une délégation chinoise comprenant des officiers du ministère chinois de la sécurité de l'État s'était en parallèle rendue dans la ville de Idlib, bastion des rebelles syriens, pour tenter de recueillir des informations sur le groupe³⁴. En août 2024, le journal syrien pro-régime *Al-Watan* avait aussi rapporté que l'ambassadeur de Chine à Damas avait exprimé la volonté de son pays de soutenir le régime syrien dans une opération contre les insurgés à Idlib³⁵. Ces initiatives illustrent l'attention continue portée par Pékin à cette question avant la chute de Bachar al-Assad.

3.2. Les implications pour la Chine après la chute d'Assad

Le régime d'Assad a donc été un partenaire pour Pékin face aux djihadistes ouïghours en Syrie. Sa chute remet évidemment en question cette coopération, surtout si le nouveau pouvoir à Damas adopte une posture défavorable à la Chine vu son soutien passé à l'ancien régime ou se retrouve fragmenté en plusieurs factions rivales. Pékin pourrait alors perdre un levier important dans la surveillance, le contrôle et l'endiguement des militants ouïghours présents en Syrie. La Chine pourrait exiger des garanties sur la neutralisation du TIP et d'autres groupes extrémistes en échange de son soutien économique et diplomatique. Une telle condition pourrait devenir un levier dans les relations sino-syriennes, bien que la Syrie, en situation de crise, ne soit probablement pas en mesure d'offrir de telles garanties de manière fiable.

Pékin pourrait aussi essayer de renforcer sa coopération dans ce domaine avec la Turquie, qui joue un rôle central dans la gestion des combattants ouïghours en Syrie. Ankara, en tant qu'acteur influent dans le nord de la Syrie, contrôle plusieurs zones où des combattants ouïghours ont trouvé refuge. Une coopération renforcée avec lui pourrait aider la Chine à gérer cette menace sécuritaire. Toutefois, la Turquie étant un acteur complexe, avec ses propres priorités géopolitiques, Pékin sera obligé de naviguer avec prudence pour éviter toute confrontation sur cette question qui demeure sensible dans l'opinion publique turque.

Quoi qu'il en soit, un haut diplomate chinois a déjà mis en garde le nouveau pouvoir à Damas contre tout soutien au « terrorisme » : « *Le territoire syrien ne doit pas être utilisé pour soutenir le terrorisme ou menacer la sécurité d'autres pays* », a ainsi déclaré le représentant permanent adjoint chinois auprès des Nations unies le 17 décembre 2024³⁶. Pékin a également exprimé sa « *profonde inquiétude* » face aux informations selon lesquelles l'armée syrienne aurait attribué des grades élevés à des combattants étrangers, dont des membres du TIP³⁷. Selon *Reuters*, Abdulaziz Dawood Khudaberdi, le

³⁴ ZHAO Ziwen, « [Syria-Xinjiang link: China warns leaders in Damascus not to threaten security elsewhere](#) », *South China Morning Post*, 18 décembre 2024.

³⁵ UMUN Ihsan, « [To What Extent Are Uyghur Fighters in Syria a Threat to China?](#) », *loc. cit.*

³⁶ ZHAO Ziwen, « [Syria-Xinjiang link](#) », *loc. cit.*

³⁷ CAI Vanessa, « [China concerned by reports of Uygur militants given senior roles in Syrian army](#) », *South China Morning Post*, 9 janvier 2025. En Janvier 2025, comme d'autres groupes armés, le TIP a annoncé sa dissolution et sa fusion sous l'égide du ministère de la défense lié au HTC pour former la nouvelle

commandant des forces du TIP en Syrie aurait en effet été nommé brigadier général et deux autres cadres ouïghours de ce mouvement auraient reçu le grade de colonel³⁸. Face à ces développements, Pékin n'est pas resté inactif et a noué un premier contact avec le nouveau pouvoir syrien en février 2025. L'ambassadeur de Chine à Damas a rencontré le président intérimaire dans le cadre du premier engagement bilatéral public entre les deux régimes après le renversement de Bachar al-Assad. Il s'agit d'un développement diplomatique important même s'il n'est intervenu que deux mois après la chute de l'ancien régime – un indice que des discussions avec Pékin n'étaient pas une priorité pour le nouveau pouvoir syrien. Les médias locaux n'ont pas fourni de détails concernant les sujets abordés lors de cette rencontre³⁹. Difficile à ce stade de savoir si la question du TIP a été abordée. Pour Benjamin Feve, interrogé par le *South China Morning Post*, la réunion a cependant montré les préoccupations de Pékin en matière de sécurité sur cette question des militants ouïghours. « *Au-delà de la reconstruction, la Chine est cruciale pour la Syrie et le HTC, car ils ont besoin de l'approbation de Pékin pour lever les sanctions de l'ONU. Tout allègement des sanctions dépendra probablement de la capacité de la Syrie à démobiliser et à neutraliser complètement les djihadistes étrangers, un défi qui n'est pas encore résolu* » soulignait-il⁴⁰. Cette question risque donc de peser sur le développement des relations entre Pékin et Damas.

3.3. L'instabilité sécuritaire en Syrie et son impact possible sur les relations sino-syriennes

Au-delà de la question du TIP, la situation sécuritaire en Syrie reste par ailleurs volatile, marquée notamment par des violences et des affrontements à coloration communautaire et la poursuite de frappes israéliennes ciblant des installations militaires de l'ex-armée syrienne. Ces dernières ont notamment pour objectif de limiter l'influence de l'Iran et du Hezbollah en Syrie et de freiner un possible redéploiement de leur réseau d'alliés dans la région tout en empêchant que des armes ne tombent entre les mains de mouvements extrémistes syriens⁴¹. La présence d'acteurs comme l'Iran, ainsi que la poursuite par Israël de ses frappes en Syrie, compliquent davantage l'équation sécuritaire pour la Chine. Pékin, qui promeut une image de « *neutralité* » dans le conflit

armée syrienne. D'après « [Syrian Leader Ahmed Al-Sharaa Delivers "Victory Speech", Outlines Syria's Future Roadmap, Announces Dissolution Of Ba'ath Party, Armed Factions Into New "Syrian Army"](#) », MEMRI, 25 janvier 2025

³⁸ AZHARI Timour, ASHAWI Khalil et AL-KHALIDI Suleiman, « [Syria appoints some foreign Islamist fighters to its military](#) », *Reuters*, 31 décembre 2024.

³⁹ ZHOU Laura, « [Syrian leader Sharaa meets Chinese envoy in first bilateral exchange since fall of Assad](#) », *South China Morning Post*, 22 février 2025.

⁴⁰ Benjamin Feve cité dans *ibid.*

⁴¹ CALABRESE John, « [Post-Assad Syria: A test for China's Middle East ambitions](#) », *ThinkChina*, 13 décembre 2024.

israélo-palestinien⁴² et veut éviter des confrontations directes avec Israël, pourrait être contraint de moduler sa politique en fonction des évolutions sur le terrain, notamment en ce qui concerne la présence iranienne en Syrie.

Par ailleurs, les tensions liées au Golan, territoire occupé par Israël depuis 1967 puis annexé en 1981, restent un autre facteur clé dans cette dynamique. L'avancée des troupes israéliennes dans cette région risque d'exacerber la situation, notamment avec le nouveau pouvoir syrien, mais aussi avec les forces pro-iraniennes potentiellement encore présentes sur le terrain. Ces possibles tensions créent un environnement instable pour les entreprises chinoises, notamment celles qui pourraient envisager d'investir dans la reconstruction de la Syrie. Les risques de sécurité, exacerbés par l'instabilité interne, les frappes israéliennes, la présence de groupes extrémistes et les rivalités régionales, pourraient dissuader Pékin de s'engager plus en profondeur dans ce pays.

4. Une opportunité économique sous conditions

Malgré un environnement politique et sécuritaire incertain et des défis économiques majeurs, la Chine conserve un intérêt potentiel pour la Syrie, en particulier dans le cadre de son initiative des Nouvelles Routes de la Soie (BRI). Depuis l'adhésion de Damas à la BRI en 2022, Pékin considère la reconstruction du pays comme une opportunité pour ses compagnies nationales, mais aussi pour renforcer son influence au Moyen-Orient. La Syrie pourrait jouer le rôle de hub économique dans ses projets de connectivité en Asie de l'Ouest, une zone clé de la BRI. Dans cette perspective, Pékin peut mettre en avant sa narration de partenariat « *gagnant-gagnant* », où les investissements chinois en infrastructures et en commerce profitent aux deux parties. La Chine bénéficierait d'un accès stratégique aux marchés régionaux, tandis que la Syrie tirerait parti du développement économique et des financements nécessaires à sa reconstruction. Toutefois, cette possibilité se heurte à plusieurs obstacles qui remettent en question la faisabilité et la rentabilité de tels investissements.

4.1. Un marché peu attractif

Au-delà des questions sécuritaires, l'un des obstacles majeurs à un engagement de la Chine en Syrie réside dans la situation économique du pays, dévasté par plus d'une décennie de guerre civile. Frappé par des sanctions internationales qui commencent seulement à être levées⁴³, ce pays dont les infrastructures ont été considérablement

⁴² Cette image a été écornée en Israël par le soutien perçu de Pékin à la cause palestinienne après le 7 octobre et le lancement des opérations israéliennes à Gaza. Voir détails dans KELLNER Thierry et LOUFTI Nadine, [L'influence de la Chine au Moyen-Orient: Entre avancées notables et limites persistantes](#), Rapports du GRIP, 10 décembre 2024, pp. 29-30.

⁴³ Le président Donald Trump a annoncé la levée des sanctions américaines contre la Syrie lors de son voyage au Moyen-Orient le 17 mai 2025. L'administration américaine est désormais engagée dans un examen technique complexe de ces sanctions. Il devrait prendre plusieurs semaines. Voir ATWOOD

endommagées représente actuellement un marché peu attractif pour les investissements étrangers, y compris pour la Chine, qui privilégie des environnements économiques stables et rentables. L'idée que Pékin financerait des projets dans des zones à haut risque a été sérieusement remise en question. Depuis l'apogée des prêts dans le cadre de la BRI en 2016⁴⁴, ces derniers se sont progressivement orientés vers des marchés sûrs. Cette prudence se reflète dans la distribution des investissements chinois au Moyen-Orient. L'Arabie saoudite (\$9,02 milliards), les Émirats arabes unis (\$7,71 milliards) et Israël (\$10,35 milliards) constituent ainsi les principales destinations des *Foreign Direct Investment* (FDI) chinois dans le cadre de la BRI depuis 2013. Les pays instables ont beaucoup moins attiré ses capitaux. La Syrie d'Assad ou le Yémen n'ont ainsi reçu aucun investissement de Pékin⁴⁵. Dans le domaine de la construction, autre pilier majeur de la BRI, la Chine n'a par ailleurs conclu aucun contrat en Syrie depuis celui de *Sinoma* signé avec le groupe syrien *United Cement Group* pour l'établissement d'une cimenterie en décembre 2010⁴⁶. Les échanges commerciaux sino-syriens se sont aussi contractés, passant d'un pic de 2 milliards USD en 2011⁴⁷ à seulement 427,78 millions USD en 2022 selon les chiffres du FMI⁴⁸. Cette tendance confirme que Pékin, malgré son discours général sur un partenariat « gagnant-gagnant », adopte une approche pragmatique et évite les zones de conflit où les risques économiques et politiques sont trop élevés.

4.2. Un accord symbolique, mais peu concret

L'accord de partenariat stratégique qui avait été signé entre la Chine et la Syrie de Bachar al-Assad en septembre 2023, bien qu'il ait constitué une avancée diplomatique symbolique et marqué une volonté d'approfondissement des relations entre les deux États, ne s'était ensuite pas traduit par un engagement économique ou dans la reconstruction du pays. Cet accord signé avec l'ancien régime faisait partie d'une tendance plus large de conclusion de partenariats stratégiques entre la Chine et les pays

Kylie, HANSLER Jennifer et MARQUARDT Alex, « [Officials across US government scramble to implement Trump's surprise Syria announcement](#) », *CNN*, 17 mai 2025. Quelques jours plus tard, les ambassadeurs des 27 États membres de l'UE ont également conclu un accord préliminaire pour la levée des sanctions économiques contre la Syrie. Cette dernière mesure de l'UE fait suite à sa première mesure prise en février, qui avait suspendu certaines sanctions visant des secteurs économiques syriens clés. Des responsables ont cependant déclaré que ces mesures pourraient être réimposées si les nouveaux dirigeants syriens ne respectaient pas leurs promesses de respecter les droits des minorités et d'évoluer vers la démocratie. Voir « [EU lifts economic sanctions on Syria, following US move last week](#) », *Al-Jazeera*, 20 mai 2025.

⁴⁴ MINGEY Matthew et KRATZ Agatha, « [China's Belt and Road: Down but not Out](#) », *Rhodium Group*, 4 janvier 2021.

⁴⁵ KELLNER Thuerry et LOUFTI Nadine, *L'influence de la Chine au Moyen-Orient*, *op. cit.*

⁴⁶ « [Cemena Holding Company Signs with Sinoma to Construct Cement Plant in Syria](#) », *World Cement*, 1^{er} décembre 2010.

⁴⁷ FULTON Jonathan, « [What the fall of the Assad regime really means?](#) », *loc. cit.*

⁴⁸ FMI, « [World economic outlook database](#) », *loc. cit.*

du Moyen-Orient depuis une décennie. Sur les 22 membres de la Ligue arabe, 16 ont en effet signé des accords similaires avec elle⁴⁹. Ces accords servent principalement à affirmer la position chinoise comme acteur diplomatique incontournable dans la région, sans toutefois entraîner des engagements financiers conséquents surtout dans les pays présentant des risques élevés où la Chine a moins d'intérêts directs. Dans ce contexte, les promesses régulières de Pékin en matière de commerce, d'investissements et de reconstruction en Syrie n'ont pas été concrétisées. Il avait en effet annoncé une aide de 2 milliards USD à Damas en 2017, mais six ans plus tard, les médias rapportaient que ces fonds « *ne s'étaient toujours pas matérialisés*⁵⁰ ».

4.3. Quelle perspective économique alors en Syrie dans le cadre de la BRI ?

Si la Syrie peut représenter un point stratégique dans le cadre de la BRI en raison de sa position géographique entre l'Asie occidentale et le Moyen-Orient, comme le laissait entendre la signature du protocole d'accord de 2022 avec Damas puis celle du partenariat stratégique en 2023, ce potentiel reste à actualiser. En 2022, la conclusion du protocole d'accord sur la BRI a certes marqué une avancée dans les relations de Damas avec la Chine, en soulignant son rôle potentiel dans les projets d'infrastructure transrégionaux de son partenaire. Cependant, malgré cette signature, aucun progrès n'a été enregistré. Après la chute de Bachar al-Assad, la reconstruction économique du pays demeure un défi majeur en raison de l'instabilité politique, des destructions massives et des risques sécuritaires persistants, le tout combiné à un manque de rentabilité immédiate. Après la chute du régime, la Chine, tout en se déclarant prête à investir, privilégiera très probablement des projets à faible coût et à faible risque, principalement dans les secteurs de l'énergie et de la technologie. Les perspectives de la BRI en Syrie dépendent en réalité fortement de la stabilité du pays. Si la situation politique et sécuritaire se stabilise progressivement, Pékin pourra envisager des engagements plus significatifs, notamment pour accéder aux marchés syriens et régionaux adjacents et diversifier ses routes commerciales. Dans ce contexte il est important de noter qu'il existe aussi un risque notable pour Damas. En effet, la Syrie devra être attentive à éviter de tomber dans une forme de « *piège de la dette* » au cas où elle adhérerait trop largement à la BRI⁵¹, étant donné la fragilité de son économie. Néanmoins, on peut penser que Pékin, qui cherche à recalibrer cette initiative depuis l'automne 2021 en promouvant davantage de petits projets, restera prudent, saisissant certes des

⁴⁹ FULTON Jonthan, « [China's Partnership Diplomacy in the Middle East](#) », *The China-MENA Newsletter*, 15 juin 2024.

⁵⁰ ALUF Dale, « [Syria Is Not One of China's Strategic Priorities](#) », *loc. cit.*

⁵¹ Voir le cas du Laos expliqué dans BARNEY Keith, RAJAH Roland et COORAY Mariza, « [Trapped in debt: China's role in Laos' economic crisis](#) », *Lowy Institute*, 13 avril 2025. Également le rôle des prêts chinois dans le cadre de la BRI dans la crise de la dette auxquels 75 pays risquent d'être confrontés en 2025 selon une autre analyse de cet Institut : DUKE Riley, « [Peak repayment: China's global lending](#) », *Lowy Institute*, mai 2025.

opportunités si elles se présentent, mais continuant d'abord à privilégier des partenariats plus sûrs et rentables dans d'autres pays du Moyen-Orient comme les monarchies du Golfe, Israël ou la Turquie.

Conclusion

La chute du régime de Bachar al-Assad marque une incertitude voire un tournant pour les relations sino-syriennes. Pékin avait soutenu le régime syrien essentiellement pour des raisons géopolitiques et sécuritaires. Cependant, cette situation évolue désormais vers une instabilité marquée par l'incertitude politique et sécuritaire, la présence de groupes extrémistes et des tensions régionales persistantes.

L'évolution de la situation syrienne constitue un test pour la diplomatie chinoise, mettant à l'épreuve sa capacité à naviguer dans un environnement en mutation. D'un côté, la reconstruction de la Syrie pourrait offrir des opportunités dans le cadre de la BRI. De l'autre, l'instabilité politique, combinée aux risques sécuritaires liés à la présence de combattants ouïghours et aux tensions régionales, représente un frein majeur à un engagement économique substantiel.

L'instabilité prolongée de la Syrie, conjuguée à la rivalité entre puissances régionales et à la fragmentation interne du pays, rend toute projection difficile. De plus, les priorités politiques et économiques de la Chine, notamment ses relations avec d'autres acteurs majeurs du Moyen-Orient, comme l'Iran, la Turquie et les monarchies du Golfe, continueront d'influencer ses décisions dans la région. En conséquence, toute tentative de prédiction de l'évolution des relations sino-syriennes à court terme reste hautement spéculative, tant que la situation dans ce pays demeure aussi incertaine.

Néanmoins, sur le plan diplomatique, la chute d'Assad signifie à court terme la perte d'un partenaire de confiance pour la Chine. Dans l'immédiat, Pékin semble adopter une posture attentiste (*wait and see*), faute sans doute de disposer actuellement d'une stratégie approfondie ou d'une lecture claire des dynamiques internes syriennes. Il reste en grande partie un acteur observateur (*bystander actor*), en raison notamment d'une compréhension limitée des clivages politiques, ethniques et religieux qui ont structuré la guerre civile. Cette méconnaissance structurelle réduit ses capacités d'analyse et d'action, et restreint donc la portée de son engagement. Son approche demeure essentiellement pragmatique, guidée par des considérations sécuritaires minimales et des opportunités économiques ponctuelles. Si le nouveau régime syrien parvient à stabiliser le pays et à offrir des garanties sécuritaires, la Chine pourrait chercher à accroître sa présence diplomatique et économique. Dans ce cas, la reconstruction de la Syrie post-Assad sera perçue comme une opportunité pour Pékin de renforcer son image de puissance responsable en matière de développement.

En revanche, si l'instabilité persiste ou si le nouveau pouvoir adopte une ligne idéologique défavorable aux intérêts chinois, Pékin pourrait conserver une approche attentiste, limitant son engagement direct, tout en surveillant l'évolution de la situation. Ainsi, quelle que soit l'issue, la Chine continuera de consolider ailleurs sa présence au Moyen-Orient. Elle veillera à défendre ses intérêts, à promouvoir une stabilité favorable aux échanges économiques et à rester en retrait des rivalités régionales, indépendamment du régime en place à Damas et en dépit de l'instabilité de la région.

Au-delà du cas syrien, la chute d'Assad met aussi en lumière les défis auxquels la Chine fait face au Moyen-Orient : l'incapacité de ses principaux partenaires, la Russie et l'Iran, à garantir la stabilité régionale, ainsi que les limites de sa politique fondée sur l'influence économique plutôt que militaire. Pékin devra s'adapter aux nouvelles dynamiques de pouvoir et aux stratégies changeantes des acteurs régionaux tout en recalibrant sa position si il veut maintenir son rôle de puissance émergente au Moyen-Orient.



Fondé à Bruxelles en 1979, le GRIP (Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité) s'est développé dans le contexte particulier de la Guerre froide, ses premiers travaux portant sur les rapports de forces Est-Ouest. Durant les années 1980, le GRIP s'est surtout fait connaître par ses analyses et dossiers d'information concernant la course aux armements, ses mécanismes et ses enjeux. Après la chute du mur de Berlin en 1989, prenant acte du nouvel environnement géostratégique, le GRIP a orienté ses travaux sur les questions de sécurité au sens large et a acquis une expertise reconnue sur les questions d'armement et de désarmement (production, réglementations et contrôle des transferts, non-prolifération), la prévention et la gestion des conflits (en particulier sur le continent africain), l'intégration européenne en matière de défense et de sécurité, et les enjeux stratégiques. En éclairant citoyens et décideurs sur des problèmes complexes, le GRIP entend contribuer à la diminution des tensions internationales et tendre vers un monde moins armé et plus sûr. Plus précisément, l'objectif du GRIP est de travailler en faveur de la prévention des conflits, du désarmement et de l'amélioration de la maîtrise des armements.

5 BONNES RAISONS DE SOUTENIR LE GRIP

Le GRIP a pour mission d'étudier les conflits et les conditions de la paix. Il le fait dans l'optique de donner aux citoyens, à la société civile et aux élus accès à des analyses indépendantes permettant aux décideurs comme au grand public de renforcer leurs capacités critiques face à des enjeux complexes où s'entremêlent des intérêts politiques et économiques et des conceptions normatives et éthiques parfois contradictoires. En faisant un don au GRIP, vous participez au renforcement de ses moyens et œuvrez à :

- Développer une recherche indépendante sur la paix ;
- Consolider les capacités en tant que force de proposition auprès des décideurs politiques ;
- Garantir l'accès en langue française à une recherche rigoureuse et accessible au public ;
- Former une relève à qui il incombera de relever les défis de demain ;
- Préserver l'activité Édition du GRIP qui permet de mettre de l'avant les combats des acteurs au service de la paix qu'ils soient journalistes, médecins ou militants des droits de la personne..

Le GRIP ne saurait accomplir efficacement sa mission d'information et de sensibilisation du public sans le soutien de donateurs motivés par la défense de la paix comme bien commun. En soutenant le GRIP, vous contribuez au renforcement d'une recherche indépendante et de qualité au service de la société civile sur de nombreux sujets sensibles relatifs aux droits humains, aux libertés fondamentales ou encore à la sécurité des personnes. Vous permettez aussi aux chercheurs du GRIP de s'investir dans la formation d'une relève étudiante, en fournissant un encadrement propice à la transmission des savoirs et des compétences nécessaires à l'analyse critique des enjeux de société.

Rejoignez-nous sur www.grip.org.

Devenez donateur : IBAN : BE87 0001 5912 8294 - BIC/SWIFT : BPO TBE B1

GROUPE DE RECHERCHE ET D'INFORMATION SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

Avenue des arts, 7-8
B-1210 Saint-Josse-ten-Noode
Tél. : +32 (0) 473 982 820
Site Internet : www.grip.org